

# BRÈVES AGRICOLES

## Brésil

Une publication du SER de Brasilia  
Aout 2025

### Agenda politique

#### L'autorité de la concurrence tente de suspendre le Moratoire sur le soja

Le 18 août, l'autorité brésilienne de la concurrence (CADE) a ordonné la suspension du Moratoire sur le soja, estimant qu'il constituait une forme d'entente anticoncurrentielle entre exportateurs au détriment des producteurs. Cette décision faisait suite à une plainte déposée en août 2024 par la CNA (Confédération nationale de l'agriculture), Agrosoja-MT et les commissions de l'agriculture de la Chambre et du Sénat.

Mis en place en 2006 par les associations d'exportateurs (Abiove, ANEC), en partenariat avec l'État et la société civile, le moratoire interdit l'achat de soja cultivé dans des zones amazoniennes déboisées après juillet 2008. Conçu comme un instrument pionnier de lutte contre la déforestation, il repose sur un système de surveillance par satellite, d'audits indépendants et de sanctions économiques (exclusion des producteurs non-conformes). La remise en question du moratoire pourrait avoir des répercussions économiques, sociales et environnementales considérables.

Le 25 août, la Cour fédérale de Brasilia a finalement annulé la décision de suspension du CADE, la jugeant notamment prise sans analyse suffisante des avis techniques du ministère de l'Environnement (MMA). Le moratoire reste donc en vigueur, en attendant l'examen du

dossier en séance plénière du CADE. L'amende de 250 000 réais prévue en cas de non-respect de la suspension a également été levée.

L'affaire est par ailleurs débattue devant la Cour suprême fédérale (STF), tandis que plusieurs États producteurs (Mato Grosso, Rondônia, Maranhão) portent des offensives législatives contre ce mécanisme. (Article [ici](#))

#### Succès du programme Bolsa Família: le Brésil quitte la « carte de la faim »

Le Brésil est officiellement sorti de « la carte de la faim » des Nations Unies, après que la proportion de personnes en situation de sous-nutrition soit tombée sous le seuil de 2,5 % de la population sur la période 2022-2024. Ce résultat met fin à une phase de régression observée pendant la pandémie et concrétise l'une des promesses de campagne du président Lula, qui s'était engagé à « retirer le Brésil de la carte de la faim » d'ici 2026.

Le gouvernement attribue cette amélioration au plan *Brasil Sem Fome*, lancé en 2023, qui combine politiques de transferts sociaux (notamment le programme *Bolsa Família*), achats publics d'aliments et soutien à l'agriculture familiale. Le ministre du Développement social, Wellington Dias, a souligné que « cette victoire est le fruit de politiques publiques efficaces, travaillant de manière coordonnée pour un Brésil sans faim ».

Aujourd'hui, près de 19,6 millions de familles bénéficient du *Bolsa Família*, soit le niveau le plus bas depuis sa réforme en

2023, principalement en raison de sorties liées à l'amélioration des revenus. La faim n'a cependant pas disparu : 3,4% des Brésiliens restent en insécurité alimentaire grave et 13,5% en insécurité modérée ([ici](#))

## Commerce

### **Le gouvernement lance le plan « Brasil Soberano »**

Le gouvernement fédéral a publié la mesure provisoire n°1.309/2025, qui institue le « Plan pour un Brésil souverain », destiné à atténuer les effets des surtaxes commerciales imposées par les États-Unis.

Le plan mobilise 30 milliards de BRL (4,8 milliards d'euros) en crédits, prévoit des allègements fiscaux et apporte un soutien ciblé aux exportateurs ainsi qu'aux travailleurs. Parmi les mesures phares, il autorise les administrations fédérales, étatiques et municipales, ainsi que les organismes publics, à acheter directement des denrées alimentaires impactées par les droits de douane, via un processus simplifié sans appel d'offres. Les achats pourront être réalisés dans un délai de 180 jours, avec un prix fixé sur la base de la moyenne des devis des fournisseurs.

La mesure définit une liste initiale d'aliments éligibles : açaí, eau de coco, noix de cajou, noix du Brésil, miel, mangue, poisson et raisins. Cette liste pourra être actualisée périodiquement par une loi conjointe des ministères concernés. Les denrées achetées seront destinées aux cantines scolaires et à la constitution de stocks publics. (Article [ici](#)).

### **400 marchés ouverts en 2,5 ans**

Le Brésil a ouvert son 400<sup>e</sup> marché à l'exportation en 2,5 ans, il s'agit de la viande bovine vers les Philippines, un partenaire majeur qui a acheté plus de 1,5 Md USD de produits brésiliens en 2024. Depuis 2023, le pays a élargi l'accès de ses produits dans environ 200 marchés déjà existants et ouvert plus de 80 nouveaux marchés pour les protéines animales, 30 pour la valorisation des sous-produits animaux et 20 pour les fruits. Les exportations du premier semestre 2025 ont atteint 82,8 Md USD. (Article [ici](#)).

### **La surtaxe états-unienne renforce la dépendance des exportations brésiliennes aux matières premières**

L'augmentation des droits de douane annoncée par les États-Unis accentue la concentration des exportations brésiliennes sur les produits primaires, déjà majoritaires avec 67 % des ventes à l'étranger. Les matières premières négociées à l'échelle mondiale – soja, maïs, café, pétrole – devraient donc prendre encore plus de poids, tandis que certains produits industriels exportés vers les États-Unis, comme l'acier, les jus végétaux ou les équipements lourds, risquent de subir de plein fouet les surtaxes.

Trois semaines après l'entrée en vigueur de la surtaxe, le gouvernement estime que l'industrie sera le secteur le plus affecté. L'agro-industrie, elle, parvient en grande partie à rediriger ses exportations vers d'autres marchés ou à maintenir certains contrats américains, comme c'est le cas pour les mangues, la viande, le café et le sucre. Ces produits alimentaires ne sont donc pas inclus dans le programme d'achats publics accélérés, destiné à absorber les denrées empêchées d'être exportées par les surtaxes. (Article [ici](#) et [ici](#)).

### **Les producteurs américains affirment que la Chine a remplacé le soja américain par celui du Brésil et demandent l'aide de Trump**

La plus grande association d'agriculteurs producteurs de soja des États-Unis, l'American Soybean Association (ASA), a adressé une lettre au président américain Donald Trump pour demander au gouvernement états-unien de donner la priorité au soja dans les négociations avec la Chine. Ces dernières années, les États-Unis ont perdu des parts de marché au profit du Brésil dans le commerce du soja.

L'ASA indique que la Chine a historiquement importé plus de 60 % de l'approvisionnement mondial en soja, les États-Unis étant la principale source. Cependant, les tarifs de rétorsion ont rendu le soja américain 20 % plus cher que le soja sud-américain, ce qui a favorisé une hausse des importations chinoises en provenance

du Brésil. Selon l'agence de presse Reuters, qui cite des informations provenant des douanes chinoises, 10 millions de tonnes de soja ont été importées du Brésil en juillet, soit 13,9 % de plus qu'au cours du même mois de l'année précédente. En revanche, les achats de produits américains ont chuté de 11,5 %. (Article [ici](#))

### **Le Brésil et le Mexique renforcent leur coopération commerciale**

Le vice-président brésilien Geraldo Alckmin s'est rendu au Mexique pour consolider les relations commerciales bilatérales, avec un accent particulier sur l'agro-industrie, les biocarburants et le carburant durable pour l'aviation (SAF). Dans ce cadre, l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA) et l'agence ApexBrasil a organisé un séminaire sur la sécurité alimentaire et la promotion des exportations de protéines animales brésiliennes.

Cette visite s'inscrit dans un contexte de diversification des débouchés pour le Brésil face aux tensions commerciales avec les États-Unis. Le Mexique apparaît comme un marché stratégique, non seulement pour les produits agricoles, mais aussi pour les machines agricoles et autres biens industriels. En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint 7,8 milliards de BRL d'exportations brésiliennes vers le Mexique, contre 5,8 milliards de BRL d'importations.

Parallèlement, les autorités des deux pays ont signé deux accords visant à renforcer la coopération dans les biocarburants et la compétitivité. Ces accords portent sur la production, l'utilisation, la réglementation et la certification des biocarburants, avec pour objectif de tirer parti de l'expertise brésilienne dans le développement durable de ce secteur. Un protocole d'accord entre le Secrétariat mexicain de l'économie et ApexBrasil prévoit également de renforcer les capacités institutionnelles et la compétitivité des entreprises brésiliennes et mexicaines sur la scène internationale. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

## Filières

### **Record historique pour la production brésilienne de grains en 2024/25**

La production brésilienne de grains pour la saison 2024/25 est estimée à 345,2 millions de tonnes, un record historique selon la Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab), soit 47,7 millions de tonnes de plus que la saison précédente. Cette hausse résulte à la fois d'une augmentation de la superficie cultivée (+2,5 %) et d'une amélioration de la productivité moyenne nationale, portée par des récoltes exceptionnelles de maïs (137 millions de tonnes) et de soja (169,7 millions de tonnes).

D'autres cultures affichent également de bons résultats : le riz devrait atteindre 12,3 millions de tonnes, le coton 3,9 millions de tonnes, tandis que la production de haricot sec recule légèrement (-3,5 %). Le blé, malgré une baisse de la surface semée, devrait rester stable autour de 7,81 millions de tonnes grâce à des conditions climatiques favorables.

Sur le marché, l'abondance de maïs et les tensions tarifaires internationales devraient soutenir les exportations brésiliennes, estimées à 40 millions de tonnes, tandis que la consommation intérieure dépasserait les 90 millions de tonnes, permettant également de reconstituer les stocks. (Article [ici](#)).

## Economie

### **La bioéconomie pourrait générer 137 Mds USD par an pour l'économie brésilienne d'ici 2032, selon une étude.**

La bioéconomie de la connaissance pourrait générer entre 98 Mds USD et 137 Mds USD par an pour l'économie brésilienne d'ici 2032, si le pays parvient à développer la recherche et l'innovation et à créer de nouveaux marchés pour les produits et services qui verront le jour. Le rapport « Le potentiel du Brésil dans la bioéconomie de la connaissance », élaboré par l'organisation professionnelle International Chamber of Commerce Brasil (ICC Brasil) et les cabinets de conseil Systemiq et Emerge, indique des pistes dans cinq secteurs : l'alimentation, les matériaux, l'agroalimentaire, les produits

pharmaceutiques et les cosmétiques. Ce travail a impliqué la consultation de plus d'une centaine d'acteurs stratégiques, des entretiens avec 57 experts et l'analyse de plus de 150 documents techniques. Il a été présenté mercredi 6 lors de la SP Climate Week.

Il est estimé que 15,7 Mds USD d'investissements seront nécessaires au cours de cette période pour concrétiser ce potentiel, avec des ressources provenant à la fois des gouvernements, par le biais d'institutions de développement et d'investissements directs, et des entreprises, par le biais de la recherche et de l'innovation. (Article [ici](#))

### **Viande : les géants brésiliens Marfrig et BRF fusionnent**

Comme pressenti au printemps, les actionnaires des géants brésiliens de la viande Marfrig et BRF ont approuvé le 5 août la fusion des deux groupes sous le nom de MBRF, une opération qui reste soumise à l'approbation de l'autorité brésilienne de la concurrence, comme le rapporte l'AFP. Marfrig contrôlait déjà 60 % de BRF. « Les entreprises restent confiantes quant à la conclusion de la transaction, qui doit encore être approuvée définitivement par le Conseil administratif de défense économique (CADE) », ont-elles indiqué dans un communiqué commun. Le CADE a été saisi par un autre groupe alimentaire brésilien, Minerva, qui s'oppose à cette fusion en estimant qu'elle revient à créer un monopole de fait dans certains secteurs. Si l'opération est finalement approuvée, elle donnera naissance à un groupe de 130 000 employés, distribuant 8 Mt de viande par an dans 117 pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel de près de 24 Md€. MBRF deviendrait le numéro quatre mondial du secteur, derrière le brésilien JBS et les américains Cargill et Tyson Foods. Le Brésil est le plus grand exportateur mondial de viande bovine et de poulet, et l'un des pays où la consommation par habitant est la plus élevée.

### **L'agriculture familiale recevra 60 M BRL pour la production de biointrants**

Le secteur de la production d'aliments sains recevra 60 Mds BRL en ressources non remboursables destinées aux coopératives agricoles familiales, par le biais du BNDES Bioinsumos. Selon la BNDES, les ressources visent à la production et à la multiplication de biointrants accessibles et reproductibles. Fabriqués à partir de micro-organismes, déchets végétaux ou matières organiques, les biointrants sont importants pour l'amélioration de la fertilité des sols et la promotion d'une agriculture durable. Ils agissent également contre les parasites et favorisent la croissance, le développement et la santé des systèmes agricoles, animaux, aquacoles et forestiers. L'initiative bénéficie du soutien technique de la Société brésilienne de recherche agricole (Embrapa). L'idée est d'encourager la production et la multiplication des biointrants dans les unités industrielles ou semi-industrielles, permettant la transition technologique vers l'utilisation de bioproduits de manière intégrée aux agroécosystèmes pour la production d'aliments sains. À cette fin, la BNDES lancera un appel public, en priorité pour les régions du Nord et du Nord-Est. (Article [ici](#)).

### **Agriculture et environnement**

#### **La stratégie de mitigation du secteur agricole critiquée par l'agro-négoce**

Dans le cadre de l'Accord de Paris et en préparation de la COP30, le gouvernement brésilien a présenté fin juillet sa nouvelle *contribution déterminée au niveau national* (NDC). Celle-ci fixe un objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de 59 % à 67 % d'ici 2035, avec une trajectoire vers la neutralité carbone en 2050. Pour la première fois, le *Plano Clima* - coordonné par le Comité interministériel sur le changement climatique - répartit ces objectifs entre les différents secteurs de l'économie au moyen de sept plans sectoriels. Pour l'agriculture et l'élevage, il prévoit une réduction de 54% des émissions à travers dix leviers d'action visant un modèle agricole plus innovant, résilient et inclusif. Le plan repose notamment sur la restauration des terres dégradées, la lutte contre la déforestation et la promotion de

pratiques à faibles émissions de carbone (agroforesterie, agroécologie, agriculture familiale durable, aquaculture innovante), tout en améliorant la productivité grâce à l'irrigation durable, la valorisation des résidus, l'expansion forestière et le développement des biocarburants.

Le plan a toutefois suscité de vives critiques de la part de l'agro-négoce. Le 27 août, la Commission de l'Agriculture et de la Réforme agraire (CRA) du Sénat a organisé une audition publique pour en débattre. Le Front Parlementaire Agricole (FPA) dénonce une méthodologie qui, en intégrant les émissions liées aux changements d'usage des sols, ferait peser une charge disproportionnée sur l'agriculture et l'élevage, tout en permettant à d'autres secteurs - comme l'énergie - d'augmenter leurs émissions.

À l'inverse, le Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (MMA) défend la légitimité du *Plano Clima*. Il rappelle qu'il a été élaboré sur deux ans, mobilisant 25 ministères, selon des méthodes reconnues internationalement et alignées sur les standards du GIEC. Le MMA souligne que la répartition sectorielle suit la même logique que pour l'industrie et insiste sur la prise en compte non seulement des émissions, mais aussi de la capacité de séquestration de carbone de l'agro-écosystème. (Article [ici](#))

### **Le Brésil et la Chine travaillent sur un protocole bilatéral pour certifier la viande et le soja**

Le Brésil et la Chine travaillent à la création d'un protocole bilatéral pour la certification et la traçabilité des produits agricoles, axé principalement sur l'exportation de viande et de soja vers la Chine. L'idée est d'établir un mécanisme de reconnaissance entre les deux pays pour les certifications environnementales et les systèmes de traçabilité, permettant ainsi la vente de produits brésiliens portant des labels de durabilité - tels que « viande neutre en carbone » et « soja à faible teneur en carbone » - officiellement reconnus par les autorités et les entreprises chinoises. Le protocole bilatéral prévoit que les deux pays harmonisent leurs méthodologies pour mesurer les émissions, l'utilisation des

sols, la gestion environnementale et le bien-être animal. Les certificats brésiliens, tels que ceux développés par l'Embrapa - à l'instar des labels « viande neutre en carbone » (CCN) et « viande à faible teneur en carbone » (CBC) -, seraient désormais acceptés par les autorités et les entreprises chinoises comme preuve valable de durabilité. Une fois cela validé, on s'attend à l'ouverture de nouveaux types d'accords commerciaux, à la facilitation des exportations, à la valorisation des produits et à la réduction des barrières non tarifaires. (Article [ici](#)).

### **Déforestation: le Brésil a perdu en moyenne 2,9 millions d'hectares par an depuis 1985**

Selon MapBiomas, depuis 1985, 111,7 Mha ont été convertis en zones agricoles, minières, urbaines et infrastructures. Cette superficie correspond à 13 % du territoire national et est supérieure à celle de la Bolivie. (Article [ici](#))

Par ailleurs, en juillet 2025, la surface brûlée en Amazonie a chuté de 65 % par rapport à l'an dernier, avec 143 000 ha touchés, en lien avec le retour des pluies et une saison humide prolongée, selon MapBiomas. À l'échelle nationale, 748 000 ha ont été affectés par les incendies (-40 % en un an), le Cerrado restant le biome le plus touché avec 571 000 ha (-16 %). L'amélioration est également attribuée à une vigilance accrue des habitants et aux leçons tirées des dégâts environnementaux et économiques de 2024. (Article [ici](#))

### **30 % de l'alimentation de la COP30 proviendra de l'agriculture familiale**

À l'occasion de la COP30, l'organisation a fixé une règle inédite : 30 % de l'alimentation servie aux quelques 50 000 participants devrait provenir de l'agriculture familiale, de l'agroécologie et de la production des peuples et communautés traditionnels.

Un travail de cartographie mené par le projet *Na Mesa da COP30* - coordonné par les instituts Regenera et Comida do Amanhã - a déjà identifié près de 80 collectifs de producteurs et 8 000 familles appelés à approvisionner l'événement. Parmi les mets annoncés figurent des spécialités traditionnelles telles que le

*tacacá* et la *maniçoba*, toutes deux d'origine autochtone.

Selon les organisateurs, l'objectif est de proposer des menus plus diversifiés tout en valorisant des pratiques agricoles respectueuses de la forêt et des savoirs traditionnels amazoniens. (Article [ici](#))

### Actualités sanitaires et phytosanitaires

#### **Viande bovine : le Japon ouvre ses portes aux exports du sud du Brésil**

Les États de Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Paraná devraient être les premiers du pays à exporter du bœuf vers le Japon, après avoir obtenu le statut de zones indemnes de fièvre aphteuse sans vaccination – condition remplie à l'échelle nationale seulement depuis mai 2025. Cette avancée marque l'aboutissement de plus de vingt ans de négociations pour accéder à l'un des marchés les plus exigeants au monde en matière de normes sanitaires. Le Japon, troisième importateur mondial de bœuf avec plus de 700 000 tonnes achetées en 2024, représente ainsi une nouvelle opportunité stratégique pour les exportations brésiliennes de protéines animales. (Article [ici](#)).

#### **La Chine a autorisé 183 entreprises brésiliennes à exporter du café vers son marché**

La Chine a délivré de nouveaux agréments à 183 entreprises brésiliennes leur permettant d'exporter du café vers son marché, a indiqué l'ambassade chinoise au Brésil le 2 août sur les réseaux sociaux. Valables cinq ans et effectives depuis le 30 juillet, ces nouveaux agréments à l'export offrent une alternative aux exportateurs brésiliens touchés par relèvement à 50% des droits de douane imposé début août par le président des États-Unis, Donald Trump.

Le Brésil fournit environ un tiers de la demande américaine en café, soit un commerce estimé à 4,4 Mds USD sur les douze derniers mois. Si les volumes expédiés vers la Chine demeurent modestes (56 000 sacs importés en juin contre 440 000 par les États-Unis), le marché chinois connaît une croissance

rapide, portée par l'essor de la consommation de café chez les jeunes urbains. Les importations nettes de café du pays ont progressé de plus de 13 000 t entre 2020 et 2024. La Chine cherche ainsi à renforcer ses liens agroalimentaires avec le Brésil, déjà son principal partenaire pour le commerce de denrées agricoles, et s'affirme comme un marché de repli stratégique pour la filière café brésilienne. (Article [ici](#)).

## Focus du mois :

### 4<sup>ème</sup> Forum de Bioéconomie et durabilité organisé le 28 août par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Brésilienne à São Paulo



Crédit photo CCIFB

Organisé par la CCIFB en partenariat avec l'ONG *Dia da Terra Brasil*, l'évènement a réuni des dirigeants d'entreprises et d'organisations pour débattre de l'innovation, du financement et de la préservation de l'Amazonie en vue de la COP30, avec un ordre du jour composé de 3 panels : 1) « Bioéconomie, innovation et chaînes de production durables » ; 2) « Mécanismes de financement pour la bioéconomie et solutions basées sur la nature » et 3) « Changement climatique et les villes dont nous rêvons ».

La Secrétaire à la bioéconomie du ministère de l'environnement et du changement climatique (MMA), Carina Pimenta, a détaillé les mécanismes de financement tels que EcolInvest et le *Fundo de Florestas Públicas para Sempre*, qui mobilisent des ressources pour la restauration des terres et la préservation des forêts, ainsi que le Plan national de développement de la bioéconomie.

Business France a présenté la mission technique de juin 2025 qui a rapproché des entreprises des deux pays autour des domaines des technologies pour l'agriculture, de l'alimentation et de la bioéconomie forestière, en mettant l'accent sur les solutions durables et la valorisation des agriculteurs locaux.

L'AFD (Agence Française de Développement) a présenté le projet AMABIO, qui combine financement et assistance technique pour soutenir les start-ups, les coopératives et les ONG, en renforçant la production durable et en élargissant la coopération en Amérique latine.